



La lettre de la justice administrative

NUMÉRO 51 - FÉVRIER 2018

À la Une

Troisième édition du Guide de légistique

Ouvrage de référence pour l'élaboration des textes juridiques, le Guide de légistique est le fruit de la collaboration du Conseil d'État et du Secrétariat général du Gouvernement. Il a pour objet de présenter l'ensemble des règles, principes et méthodes qui doivent être observés dans la préparation des textes normatifs : lois, ordonnances, décrets, arrêtés.

Cette troisième édition est diffusée sous forme d'ouvrage publié à la Documentation française ; le guide est également mis à jour en permanence sur le site Legifrance.

Au service de l'accessibilité du droit, cet outil de travail s'adresse à tous ceux qui participent à la rédaction des projets de textes normatifs.

> [Pour en savoir plus](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Contentieux

+ Conseil d'État

+ Étrangers

Le Conseil d'État précise les conditions dans lesquelles une décision d'extradition d'une personne à l'État qui la réclame peut être prise après qu'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme a constaté que l'exécution d'une première décision d'extradition de cette personne emporterait violation de l'une des stipulations de la convention. [CE, Section, 22 décembre 2017, M. A., n° 408811, A.](#) >



+ Police / Contrôle aux frontières

La menace renouvelée que constituent l'activité et le niveau élevé de la menace terroriste en France justifie la réintroduction temporaire de contrôles aux frontières intérieures de la zone Schengen pour une durée fixée d'emblée à six mois. CE, 28 décembre 2017, Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers et autres, n° 415291, A. >

+ Urbanisme

Le Conseil d'État précise les conditions d'entrée en vigueur et d'application de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme, notamment en appel. Il juge en outre que des éléments postérieurs à l'acte en litige peuvent être pris en compte pour apprécier la jurisprudence Danthony s'agissant de vices de forme ou de procédure. CE, Section, 22 décembre 2017, Commune de Sempy, n° 395963, A. >



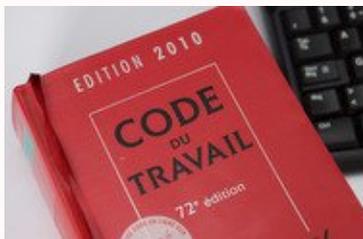
+ Actes administratifs/ Dauphins en captivité

Le Conseil d'État définit les conditions dans lesquelles une nouvelle consultation et une nouvelle publication préalable des projets d'actes réglementaires de l'État ayant une incidence directe et significative sur l'environnement sont nécessaires lorsque des modifications ont été ultérieurement apportées aux projets d'actes en question. CE, 29 janvier 2018, Société Marineland, Société Safari africain de Port St Père et autre, n° s 412210 412256, A. >

+ Bioéthique

Le juge des référés du Conseil d'État statuant en formation collégiale apporte des précisions concernant la procédure de prise de la décision d'interrompre ou de ne pas entreprendre un traitement au motif que ce dernier traduirait une obstination déraisonnable s'agissant d'un patient mineur. JRCE, 5 janvier 2018, Mme A. et M. B., n° 416689, A. >

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel



+ Plan de sauvegarde de l'emploi

Le tribunal administratif de Limoges annule la décision du 15 septembre 2017 par laquelle la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Nouvelle-Aquitaine a homologué le plan de sauvegarde de l'emploi de la société GM & S Industry France, la décision d'homologation ne respectant pas les exigences de motivation résultant de l'article L. 1233-57-4 du code du travail. TA Limoges, 15 janvier 2018, Comité d'entreprise GM&S, n° 1701472, C. >

+ Délégation de service public

La cour administrative d'appel de Lyon, tout en confirmant que le contrat de délégation de service entre une commune et une entreprise a méconnu certaines règles de la commande publique, juge que le candidat évincé à l'origine du litige ne pouvait, eu égard au contenu de son offre, soutenir avoir subi une perte de chance sérieuse d'être retenu comme délégataire. Il ne peut donc prétendre qu'à une indemnité destinée à couvrir les frais engagés pour présenter son offre. [CAA Lyon, 21 décembre 2017, Commune de Manigod, n°s 16LY01604 et 16LY01770, C. >](#)



+ AMM - Produit phytosanitaire

Le tribunal administratif de Lyon juge légal le retrait de l'autorisation de mise sur le marché d'un insecticide au motif que l'approbation par les instances européennes de la substance active le composant ne faisait pas obstacle à son retrait immédiat, dès lors que la décision était justifiée par des risques pour la santé humaine qui n'étaient pas contestés par le fabricant du produit. [TA Lyon, 30 janvier 2018, Association d'organisations de producteurs de cerise de table et autres, n°1603092, C. >](#)

+ Fonction publique/ Médiation

Le juge des référés du tribunal administratif de Strasbourg suspend une décision du directeur des hôpitaux universitaires de Strasbourg rejetant la demande d'une infirmière d'être placée en temps partiel thérapeutique. La suspension, prononcée pour une durée maximum de six mois, est motivée par l'acceptation du processus de médiation par les deux parties. [TA Strasbourg, ord., 28 décembre 2017, Mme Y, n°1706126. >](#)



+ Préemption

Le tribunal administratif de Montreuil annule une décision de préemption de la commune de Montreuil visant à permettre l'extension d'une mosquée en jugeant que l'extension d'un édifice cultuel et la réalisation d'un parking réservé aux pratiquants ne relèvent pas de la compétence de la commune. [TA Montreuil, 1 février 2018, Mme M. et autres, n°1702610, C+ >](#)

+ CNDA

Un Syrien ayant atteint l'âge de remplir ses obligations militaires et se trouvant dans l'incapacité d'en obtenir la dispense ou le report, est exposé au risque d'être appelé et d'être persécuté du fait de son refus de servir. [CNDA, 21 décembre 2017, M. A., n° 16037573, C. >](#)

Contentieux | [Avis](#) | Publications | Brèves | International | Agenda | Nominations

[Avis](#)

Projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif

Assemblée générale, avis n° 394206, séance du jeudi 15 février 2018 >

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable

Assemblée générale, avis n° 394081, séance du 25 janvier 2018 >

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable.

Projet de loi de ratification de l'ordonnance portant extension, adaptation et modification des conditions d'attribution des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte

Assemblée générale, avis n° 393.824, séance du 21 décembre 2017 >

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1177 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte et modifiant les conditions d'attribution de l'allocation pour adulte handicapé.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la création d'un régime de résolution pour le secteur de l'assurance

Assemblée générale, avis n° 394203, séance du 6 février 2018 >

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1608 du 27 novembre 2017 relative à la création d'un régime de résolution pour le secteur de l'assurance.

Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen

Assemblée générale, avis n° 393955, séance du 21 décembre 2017 >

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen.

Projet de loi portant extension et adaptation en outre-mer de dispositions de la loi de modernisation de notre système de santé et de certaines dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française

Assemblée générale, avis n° 393823, séance du 21 décembre 2017 >

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1179 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation en outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et adaptant certaines dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

Projet de loi portant adaptation au droit de l'Union européenne de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Assemblée générale, avis n° 393836, séance du 7 décembre 2017 >

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi d'adaptation au droit de l'Union européenne de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Publications



Actualisation du guide des outils d'action économique

La version numérique du guide des outils d'action économique a fait l'objet d'une nouvelle actualisation. Dans le cadre de son étude annuelle 2015, consacrée à l'action économique des personnes publiques, le Conseil d'État a élaboré un guide destiné à mieux faire connaître aux personnes publiques les différents outils d'action économique à leur disposition. La version mise en ligne intègre, pour les 24 fiches, les mises à jour rendues nécessaires par l'évolution des textes et de la jurisprudence. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Brèves



+ Que reste-t-il des devoirs du citoyen ?

La quatrième conférence du cycle sur la citoyenneté a porté sur le contenu des devoirs du citoyen et leur respect ainsi que sur la réaffirmation des valeurs civiques et les formes nouvelles d'engagement citoyen.

Bruno Lasserre, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État, a animé le débat entre les trois intervenants, Catherine Denis, procureure de la République près le Tribunal de grande instance de Nanterre, Raphaël Enthoven, professeur de philosophie et Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, président de l'Institut de l'engagement. [➤](#)

+ L'école de la République fabrique-t-elle encore des citoyens ?

La troisième conférence du cycle sur la citoyenneté a été animée par François Weil, conseiller d'État, ancien recteur de l'académie de Paris avec la participation de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, Anne Muxel, sociologue, directrice de recherches CNRS en science politique au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. [➤](#)



+ Prosper de Chasseloup-Laubat au Conseil d'État

Conférence Vincent Wright par Bernard Pacteau, agrégé de droit public et de science politique, professeur des universités honoraire. Cette conférence a voulu souligner ce que le Conseil d'État et son histoire doivent à Prosper de Chasseloup-Laubat au fil des régimes politiques qu'il a ainsi traversés et servis, jusqu'à contribuer à la loi du 24 mai 1872. Quel profil ? Quel profit ? [➤](#)

+ La justice prédictive

Intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État à l'occasion du colloque organisé pour le bicentenaire de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation le 12 février 2018. [➤](#)

+ La protection des droits fondamentaux à l'ère du numérique

Intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, lors de la remise des prix de thèse de la fondation Varenne le 12 décembre 2017. [➤](#)

+ [Hommage à Myriam Ezratty, directrice de l'éducation surveillée, puis de l'administration pénitentiaire, première présidente de la cour d'appel de Paris](#)

Intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État à la cour d'appel de Paris le 2 février 2018. [>](#)

+ [Pré-rentrée des élèves de la promotion 2018-2019 de l'ENA](#)

Intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État lors de la pré-rentrée des élèves de la promotion 2018-2019 de l'ENA le 4 décembre 2017. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

International



+ [Conférence internationale de l'Union arabe de l'ordre administratif](#)

Une délégation du Conseil d'État a participé au Caire, les 8 et 9 janvier 2018, à la première conférence internationale de l'Union arabe de l'ordre administratif sur les compétences du juge dans les litiges électoraux. [>](#)



+ [Colloque sur les principes généraux du droit](#)

Le Conseil d'État a accueilli les 15 et 16 février 2018 un séminaire international portant sur les principes généraux du droit, organisé par Mads Andenæs, professeur à l'université d'Oslo, et Eirik Bjorge, professeur à l'université de Bristol. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Agenda

Conférence du cycle citoyenneté

La citoyenneté européenne : réalité ou utopie ?

Cinquième conférence du cycle citoyenneté, **mercredi 28 mars 2018 , de 17h30 à 19h30**, au

Conseil d'État. Jean-Claude Bonichot, juge à la Cour de justice de l'Union européenne, animera la conférence.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Nominations

+ Conseil d'État

+ **Olivier Menacer**, nommé directeur de l'équipement à compter du 1er février 2018.

+ Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ **Laurence Helminger**, nommée présidente de la CAA de Marseille à compter du 17 février 2018.

+ **Bernard Iselin**, nommé président du TA de Nantes à compter du 1er mars 2018.

+ **Patrick Gensac** assurera la présidence par intérim du TA de Limoges à compter du 1er mars 2018.



Directeur de publication : Jean-Marc Sauvé - Présidente du Comité de rédaction : Martine de Boisdeffre - Comité de rédaction : Catherine Bergeal, Catherine Bobo, Anne-Cécile Castellani-Dembélé, Lucienne Erstein, Yves Gounin, Manon Hameau, Anne Iljic, Samantha Leblanc, Corinne Ledamoisel, Leilya Mate, Corinne Mathey, Charline Nicolas, Jocelyne Rand , Sophie Roussel, Michèle de Segonzac, François S ners, Pascal Trouilly - Secrétaire de rédaction : Nathalie Roubellat - Conseil d'état : 1, place du Palais Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - M l : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/dircom